



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

aides sociales

Question au Gouvernement n° 943

Texte de la question

AIDES SOCIALES

M. le président. La parole est à M. David Habib, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. David Habib. Je souhaite interroger M. le Premier ministre sur les aides sociales. Je débiterai mon propos par une citation : « Ce que je vois chaque jour ne ressemble en rien à ce que décrivent les nouveaux pourfendeurs de la supposée générosité de notre modèle social. » Ainsi s'exprimait le vice-président du conseil général de Saône-et-Loire chargé de la solidarité, Benjamin Griveaux, en 2012.

M. Fabien Di Filippo. À l'époque, il était de gauche !

M. David Habib. En 2018, le même Benjamin Griveaux, devenu ministre évoquant l'État providence dans la presse parisienne stigmatise « l'aumône républicaine ».

Un député du groupe NG . Et en même temps !

M. David Habib. On aura noté, mes chers collègues, une légère inflexion...

M. Christian Hutin. Très légère !

M. David Habib. Les propos de M. Griveaux s'ajoutent aux pas de danse de M. Darmanin et M. Le Maire sur la même question, et au rapport de Bercy qui entend réduire les aides sociales.

Monsieur le Premier ministre, il est temps que vous vous exprimiez car, pour les cadeaux aux plus riches, les Français ont compris : instauration de la *flat tax*, suppression de l'impôt sur la fortune et bientôt de l'exit tax. (Applaudissements sur les bancs du groupe NG.) Même François Bayrou, jamais avare de conseils, s'inquiète, dans Sud-Ouest, qu'Emmanuel Macron ne soit perçu comme le président des riches. Pour les Français aux revenus moyens ou modestes, vous êtes plus confus. Certes, ils savent que vous avez augmenté la CSG – la contribution sociale généralisée –, réduit l'APL – l'aide personnalisée au logement – et refusé de revaloriser les retraites, notamment agricoles. Toutefois, pour l'avenir, selon qu'ils écoutent les uns ou les autres, ils ne savent pas, même s'ils commencent à comprendre que, sur la prime d'activité ou les allocations chômage, vous préparez quelque chose en catimini.

Il ne s'agit pas de la question de l'efficacité des aides sociales : là-dessus, il y a accord. Il s'agit du maintien d'un niveau de solidarité à l'égard de tous les Français. Sur cette question, nous entendons, monsieur le Premier ministre, que vous vous exprimiez. *(Mmes et MM. les membres du groupe NG se lèvent et applaudissent.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur Habib, je tiens d'abord à vous féliciter pour la qualité de vos lectures. *(Sourires.)*

Le Premier ministre a eu l'occasion de s'exprimer ce matin et il faut avoir une écoute attentive du compte rendu du séminaire gouvernemental qui s'est tenu.

Les politiques sociales conduites dans ce pays depuis trente ans ont échoué, vous le savez. Un seul chiffre le résume : 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un enfant sur cinq, et c'est aussi le bilan du quinquennat durant lequel vous souteniez le Gouvernement ! *(Huées sur les bancs des groupes LR et NG.)*

M. Michel Herbillon. Vous aussi !

M. Pierre Cordier. Hypocrite !

M. le président. Mes chers collègues ! Je vous en prie !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Derrière ces chiffres, monsieur le député, il y a une autre réalité, pire encore, bien plus insupportable : l'assignation sociale, l'impossibilité, pour des millions de nos concitoyens, de choisir leur vie, de la construire librement et même d'imaginer qu'il soit possible de sortir de la précarité pour eux-mêmes et plus encore pour leurs enfants. Il est là, le caractère insupportable de l'échec des politiques sociales qui ont été conduites ! *(Exclamations sur les bancs des groupes LR et NG.)*

M. Fabien Di Filippo. Quel cynisme !

Mme Émilie Bonnivard. Vous les souteniez !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Que proposez-vous ? De l'indignation, des bons mots, de continuer comme si de rien n'était, de poursuivre dans la même direction, quand nous, nous avons un objectif clair : en finir avec les inégalités de destin, en finir avec les inégalités à cause desquelles, parce qu'on naît dans un mauvais quartier ou un milieu social défavorisé, on y est condamné à vie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Christian Hutin. Écœurant de tartufferie et de cynisme !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* C'est ce que nous faisons, en investissant dans l'éducation et dans la formation professionnelle *(Exclamations sur les bancs des groupes NG, FI et GDR)*, en mettant en place l'allocation chômage universelle ! C'est tout cela que vous n'avez pas voté, monsieur le député, et c'est ce que nous faisons, en jouant non pas la prochaine élection mais la prochaine génération ! C'est la différence entre vous et nous ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM. – Huées sur les bancs du groupe LR. – Exclamations sur les bancs des groupes NG, FI et GDR.)*

M. Olivier Faure et M. Christian Hutin. Zéro !

M. Patrick Hetzel. Le revirement c'est maintenant !

M. Michel Herbillon. Que ne ferait-on pas pour un poste !

M. le président. Mes chers collègues, pourrions-nous écouter les réponses des membres du Gouvernement dans le calme et le respect, quels que soient les avis qu'elles suscitent ?

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 943

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [31 mai 2018](#)